

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 septembre 2022

PROPOSITION DE LOI

**instaurant un portail unique et
un règlement des plaintes uniforme
pour le dépôt de plaintes et
de dénonciations concernant la police**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **2517/ (2021/2022)**:
001: Proposition de loi de M. Moyaers.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 september 2022

WETSVOORSTEL

**tot invoering van een uniek portaal en
uniform klachtenreglement
voor het indienen van klachten
en aangiften over de politie**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **2517/ (2021/2022)**:
001: Wetsvoorstel van de heer Moyaers.

07759

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

Avis sur l'incidence budgétaire de la proposition de loi instaurant un portail unique et un règlement des plaintes uniforme pour le dépôt de plaintes et de dénonciations concernant la police (DOC 55 2517/001)

1. Demande d'avis

Par lettre du 23 juin 2022, la présidente de la Chambre des représentants a demandé à la Cour des comptes de remettre un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'entraînerait l'adoption de la *proposition de loi instaurant un portail unique et un règlement des plaintes uniforme pour le dépôt de plaintes et de dénonciations concernant la police (DOC 55 2517/001)*¹.

2. Proposition de loi : modifications proposées

Toute plainte concernant des membres de la police intégrée peut actuellement être déposée auprès de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale (AIG), du Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P), de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), directement auprès de la police locale ou fédérale, du ministère public ou du juge d'instruction.

La proposition de loi vise à enregistrer toutes les plaintes concernant la police intégrée (c'est-à-dire la police fédérale et les corps de police locale) auprès d'un guichet central et unique. Ce guichet unique doit permettre d'obtenir les données nécessaires rapidement et adéquatement tout en permettant de filtrer les résultats des recherches selon le type de plainte, l'organe de contrôle qui a traité la plainte et la suite réservée à cette dernière. L'introduction du guichet est associée à l'élaboration d'un règlement des plaintes².

La proposition de loi ne modifie pas les différents organes de contrôle internes et externes qui existent aujourd'hui ni leurs compétences. En revanche, toutes les plaintes, à l'exception de celles directement déposées auprès du ministère public ou du juge d'instruction, devraient être déposées et traitées à partir d'un portail ou d'un guichet unique.

3. Estimation

Les développements de la proposition de loi renvoient, comme base possible du portail unique, à la banque de données communes *KlantenFiche-Fiche de Plainte (KLFP)* dans

¹ Conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre.

² Ce règlement fixe la manière et les modalités de la transmission des jugements et des arrêts ainsi que la manière dont le président du Comité P est informé de l'ouverture d'une information ou d'une instruction judiciaire.

laquelle sont enregistrées toutes les plaintes et dénonciations traitées par le Comité P et l'AIG. La KLFP serait également mise à la disposition des polices locale et fédérale.

Dans son avis du 5 mai 2022 à la commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives de la Chambre des représentants, le Comité P indique toutefois que la KLFP a été développée par l'AIG et le Comité P pour permettre aux polices fédérale et locale d'enregistrer elles-mêmes les plaintes et de les transmettre au Comité P. Indépendamment du caractère incomplet³ et difficilement exploitable⁴ des données reprises dans cette base de données, cet outil ne conviendrait pas à la gestion de plaintes. Le Comité P, l'AIG et les services de police traitent les plaintes dans trois systèmes informatiques distincts qui ne sont pas reliés les uns aux autres.

Le Comité P salue l'initiative législative d'instauration d'un portail unique pour l'enregistrement, la gestion et le suivi centralisés et uniformes des plaintes. Vu toutefois que la KLFP n'offre pas les possibilités visées par la proposition de loi et qu'elle est de moins en moins soutenue par les utilisateurs, un outil informatique spécifique devrait être développé pour mettre en œuvre cette proposition de loi ; celui-ci devrait notamment tenir compte des éléments suivants :

- la confidentialité des données introduites, vu qu'un plaignant peut également demander l'anonymat⁵ ;
- les nombreux utilisateurs bénéficiant de différents droits d'accès, vu qu'une zone ne peut voir et gérer que ses propres plaintes, mais que le Comité P doit pouvoir suivre toutes les plaintes.

Le développement d'un nouvel outil informatique sécurisé spécifique nécessitera de suivre différentes étapes (analyse des besoins, définition des exigences techniques, etc.). La formation, l'appui aux zones de police, la maintenance et la gestion de l'application entraîneront également de nouvelles dépenses. Il n'est donc pas improbable que les adjudications nécessaires doivent également être organisées. Une estimation budgétaire par la Cour exige toutefois que suffisamment de données qualitatives et quantitatives soient disponibles, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. Elle n'est donc pas en mesure d'estimer les nouvelles dépenses découlant de cette proposition de loi.

³ Ainsi, le Comité P écrit dans son rapport annuel 2021 que l'analyse des fichiers KLFP montre que seul un petit nombre de zones de police utilisent encore ce système d'enregistrement, ce qui rend impossible au Comité P d'accomplir sa tâche de manière optimale, car il ne dispose pas de toutes les données nécessaires, malgré l'obligation légale prévue à l'article 14bis, alinéa 1^{er}, de la loi organique (Comité permanent de contrôle des services de police, *Rapport annuel 2021*, Bruxelles, p.52, www.comitep.be).

⁴ Le Comité P cite notamment l'absence de convivialité, la complexité du codage requis et les difficultés d'importation des données.

⁵ Conformément à l'article 16 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace : « Si la personne qui fait une dénonciation le souhaite, son anonymat doit être garanti. Dans ce cas, son identité ne peut être révélée qu'au sein du Service et au Comité permanent P ».



4. Conclusion

La proposition de loi vise à centraliser l'enregistrement de toutes les plaintes concernant la police, ce qui nécessite le développement d'un nouvel outil informatique, éventuellement sur la base de nouvelles adjudications. La Cour des comptes ne dispose pas des données qualitatives et quantitatives nécessaires à l'estimation des dépenses qui en découleraient.



Advies over de budgettaire impact van het wetsvoorstel tot invoering van een uniek portaal en uniform klachtenreglement voor het indienen van klachten en aangiften over de politie (55 2517/001)

1. Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft met een brief van 23 juni 2022 aan het Rekenhof gevraagd om een advies te verstrekken met een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten als gevolg van de goedkeuring van het *wetsvoorstel tot invoering van een uniek portaal en uniform klachtenreglement voor het indienen van klachten en aangiften over de politie, ingediend door de heer Bert Moyaers (DOC 55 2517/001)*¹.

2. Wetsvoorstel: voorgestelde wijzigingen

Klachten over leden van de geïntegreerde politie kunnen in de huidige situatie worden ingediend bij de Algemene Inspectie van de Federale politie en van de Lokale politie (AIG), het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten (Comité P), het Controleorgaan op de politionele informatie (COC), rechtstreeks bij de lokale of de federale politie, bij het openbaar ministerie of bij de onderzoeksrechter.

Het wetsvoorstel beoogt de centrale registratie van alle klachten over de geïntegreerde politie (met name de Federale Politie en de korpsen van de Lokale Politie) in een centraal en uniek loket. Dit uniek loket moet ervoor zorgen dat snel en adequaat de nodige gegevens kunnen worden opgevraagd en dat tevens kan worden gefilterd op het soort klachten, het toezichtsorgaan dat de klacht heeft behandeld en het gevolg dat aan de klacht(en) werd gegeven. De invoering gaat gepaard met de opstelling van een klachtenreglement².

Het wetsvoorstel raakt niet aan de verschillende interne en externe controleorganen die vandaag bestaan noch aan hun bevoegdheden. Wel zouden alle klachten, behoudens de klachten die rechtstreeks bij het openbaar ministerie of bij de onderzoeksrechter worden ingediend, via een uniek portaal of loket worden ingediend en verwerkt.

3. Raming

De toelichting van het wetsvoorstel verwijst, mogelijks als basis voor het uniek portaal, naar een gemeenschappelijke databank KlachtenFiche -*Fiche de Plainte* (KLFP) dat alle klachten

¹ Overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer.

² Dit bepaalt de wijze en de modaliteiten van het overmaken van de vonnissen en arresten alsmede de wijze waarop de voorzitter van het Comité P op de hoogte wordt gebracht van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek.



en aangiften bevat die het Comité P en de AIG behandelen. KLFP zou eveneens ter beschikking staan van de Lokale en Federale Politie.

In zijn advies van 5 mei 2022 aan de commissie voor Binnenlandse Zaken, Migratie en Bestuurszaken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers wijst het Comité P er echter op dat KLFP werd ontwikkeld door de AIG en het Comité P om de Lokale en Federale Politie toe te laten zelf klachten te registreren en te bezorgen aan het Comité P. Los van het gegeven dat de erin opgenomen gegevens onvolledig zijn³ en moeilijk exploiteerbaar zijn⁴, zou deze tool niet geschikt zijn om klachten te beheren. De behandeling van klachten door het Comité P, de AIG en de politiediensten gebeurt in drie afzonderlijke computersystemen die niet aan elkaar gekoppeld zijn.

Het Comité P juicht het wetgevend initiatief voor één uniek portaal voor het gecentraliseerd en uniform registreren, beheren en opvolgen van klachten toe. Aangezien echter KLFP niet over de mogelijkheden beschikt die het wetsvoorstel beoogt en een afnemend draagvlak kent bij de gebruikers, zou er voor de uitvoering van dit wetsvoorstel een specifieke IT-tool moeten worden ontwikkeld, die onder meer rekening houdt met:

- de vertrouwelijkheid van de ingevoerde gegevens, aangezien wie een klacht indient ook anonimiteit kan vragen⁵;
- de vele gebruikers met verschillende toegangsrechten, aangezien een zone slechts haar eigen klachten mag zien en beheren, maar het Comité P alle klachten moet kunnen opvolgen.

Nieuwe uitgaven zullen voortvloeien uit de ontwikkeling van een nieuwe specifieke beveiligde IT-tool, een ontwikkeling waarbij verschillende stappen moeten worden gevolgd (behoefteanalyse, bepaling van de technische vereisten, ...), alsook uit opleiding, support voor de politiezones, onderhoud en beheer van de applicatie. Hierbij is het niet onwaarschijnlijk dat ook de nodige aanbestedingen moeten worden georganiseerd. Een budgettaire raming door het Rekenhof vereist echter de beschikbaarheid van voldoende kwalitatieve en kwantitatieve gegevens, wat momenteel niet het geval is. Aldus kan het geen raming maken van de nieuwe uitgaven als gevolg van dit wetsvoorstel.

4. Conclusie

Het wetsvoorstel heeft als doel om alle klachten over de politie centraal te registreren, waarvoor een nieuwe IT-tool moet worden ontwikkeld, mogelijk op basis van nieuwe

³ Zo schrijft het Comité P in haar jaarverslag 2021 dat uit de analyse van de KLFP-bestanden blijkt dat slechts een miniem aantal politiezones nog gebruikmaakt van dit registratiesysteem, waardoor het voor het Comité P onmogelijk is om zijn taak optimaal uit te voeren daar het niet over alle noodzakelijke gegevens beschikt, ondanks de wettelijke verplichting voorzien in artikel 14bis, 1e lid, van de organieke wet (Vast Comité van Toezicht op de Politiediensten, Jaarverslag 2021, Brussel, p.53, www.comitep.be).

⁴ Het Comité P verwijst onder meer naar het gebrek aan gebruiksvriendelijkheid, de complexiteit van de vereiste codering en moeilijkheden bij het importeren van gegevens.

⁵ Artikel 16 van de wet de 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse: "Zo het door de persoon die aangifte doet, wordt gewenst, dient zijn anonimiteit te worden gewaarborgd. Zijn identiteit mag in dit geval alleen bekend gemaakt worden binnen de Dienst en aan het Vast Comité P."

ADVIES BUDGETTAIRE IMPACT WETSVOORSTEL DOC 55 2517/001 **3**

aanbestedingen. Het Rekenhof beschikt niet over kwalitatieve en kwantitatieve gegevens om de uitgaven te ramen die dit tot gevolg zouden hebben.